

Déclarer la guerre au dérèglement climatique

Toutes les études récentes montrent que le dérèglement climatique est plus rapide et a des conséquences plus graves que ce qu'on annonçait il y a 5 ou 10 ans. L'ensemble des pays occidentaux continue à produire chaque année plus de gaz à effets de serre. La Chine inaugure chaque semaine une ou deux centrales au charbon. En Sibérie, le dégel du permafrost¹ libère dans l'atmosphère d'importantes quantités de méthane... Bilan ? La production de CO₂ et de méthane augmente chaque année et l'océan en stocke moins que prévu... Si rien ne change, nous risquons bientôt de franchir un seuil après lequel il sera très difficile ou impossible de faire marche arrière.

Si nous voulons «gagner la course de vitesse» et sauver notre planète, il ne suffit pas de parler de «développement durable» ou de mettre en œuvre très lentement des Conventions internationales très peu ambitieuses. Si nous voulons gagner la course de vitesse, si nous ne voulons pas laisser à nos enfants une planète invivable, il faut AGIR. Il faut qu'un pays ou un groupe de pays passe à l'action et apporte très vite la preuve «grandeur nature» qu'on peut effectivement diviser par 4 la production de gaz à effet de serre² sans pour autant renoncer à une vie agréable.

Les négociations internationales sont indispensables mais elles ne sont absolument pas suffisantes. Il faut qu'un pays prenne de l'avance et change très vite et de façon radicale ses modes de vie. Il faut qu'un pays ou un groupe de pays prouve qu'un sursaut est possible.

Comment organiser un sursaut ?

¹ Le sol congelé de la Sibérie qui se dégel quand la température monte et libère du méthane, qui a un impact plus important encore que le CO₂ en terme de réchauffement climatique.

² Pourquoi «diviser par 4» ? C'est l'engagement pris en 2003 devant la Communauté internationale par la France : diviser par 4 notre production de gaz à effet de serre d'ici 2050. Si l'on veut stabiliser la température de l'atmosphère, les climatologues estiment qu'il faut globalement diviser par 2 les émissions de gaz à effet de serre de l'humanité. Mais aujourd'hui les émissions des pays riches sont nettement supérieures à celles des pays en voie de développement qui vont forcément augmenter et converger vers le niveau atteint par celles des pays riches. A long terme, on voit mal en effet comment on pourrait diviser l'humanité en deux : d'un côté, ceux qui ont le droit de gaspiller (parce qu'ils gaspillent depuis longtemps) et, de l'autre, ceux qui doivent se serrer la ceinture (parce qu'ils ont longtemps été pauvres et qu'ils ont donc une certaine habitude de la frugalité ? ? ?). Si on considère que le principe d'égalité s'impose en matière d'empreinte écologique comme dans bien d'autres domaines, les pays occidentaux doivent, le plus vite possible, diviser par 4 leur production de gaz à effet de serre.

Le dernier livre de Lester Brown³ est très intéressant de ce point de vue. Il cite un exemple qui n'a rien à voir avec l'environnement mais montre comment, si on en a la volonté politique, il est possible de provoquer un sursaut : quelques jours après l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941, dans un grand discours à la nation, le président Roosevelt annonce que les Etats-Unis vont entrer en guerre et Roosevelt impose une réorganisation complète de l'industrie américaine : la partie la plus efficace de l'économie (l'industrie automobile) est quasi-méthane réquisitionnée et mise au service d'un seul objectif : construire des avions et des tanks.

Et quand les patrons de l'automobile viennent le voir pour dire qu'il sera difficile de fabriquer en même temps des avions et des autos, Roosevelt leur explique qu'ils n'ont pas bien compris : on arrête complètement de fabriquer des autos ! On met 100 % de la puissance disponible sur l'objectif n° 1 : fabriquer des avions pour préparer l'entrée en guerre. Et ça marche ! En quelques mois, la production de voitures est divisée par 20 et le nombre d'avions qui sortent des usines dépasse les objectifs fixés par Roosevelt.

Notre pays va-t-il déclarer la guerre au dérèglement climatique et créer tous les emplois nécessaires pour gagner cette guerre ? Si nous sommes capables de faire cet effort, il sera plus facile de convaincre ensuite les autres pays du monde de faire de même ! C'est une question cruciale pour notre avenir.

« Pour combattre le dérèglement climatique, il y a trois priorités : 1. économiser l'énergie. 2. économiser l'énergie. 3. économiser l'énergie » explique un spécialiste de la question. Si nous voulons nous donner toutes les chances d'arrêter le réchauffement avant qu'il atteigne un point de non-retour, il faut agir très vite, avec le maximum de force, pour isoler tous les bâtiments (publics et privés), développer des énergies renouvelables (la biomasse⁴ en particulier) et accélérer le reboisement pour absorber un maximum de CO₂ (en Europe comme dans le reste du monde)...

Un effort considérable pour isoler les bâtiments

Suite au Grenelle de l'environnement, le gouvernement a décidé de créer un Prêt à taux zéro pour aider ceux qui souhaitent faire des travaux d'isolation. C'est sympathique mais totalement insuffisant. Dans leur dernier livre⁵, Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean avancent une proposition nettement plus audacieuse : rendre obligatoire un vrai diagnostic thermique et les tra-

³ Le Plan B, Calmann Lévy 2007.

⁴ Tous les résidus de la forêt.

⁵ «C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde» Seuil, Janvier 2009

vaux d'isolation nécessaires, à chaque fois qu'un appartement ou une maison change de main.

En France, aujourd'hui, la loi oblige quiconque veut vendre une maison ou un appartement à faire un diagnostic amiante et un diagnostic termites. Si ces deux diagnostics ne sont pas faits, légalement, la vente ne peut pas avoir lieu.

De même, nul ne peut vendre une voiture s'il n'a pas fait le contrôle technique et, éventuellement, les mises aux normes qu'il rend nécessaires. **Pourquoi ne pas rendre obligatoire un vrai diagnostic et les travaux de mise aux normes thermiques avant de vendre ou de louer un bien immobilier ?** C'est effectivement quand le local est vide qu'il est le plus facile de faire des travaux. Nul de devrait s'opposer à cette proposition, s'il a compris la gravité de la situation.

Concrètement, on fait comment ?

Les entreprises du bâtiment vont devoir recruter et former un bon nombre d'ouvriers et de chefs de chantiers : « Les matériaux nécessaires pour isoler les bâtiments, on les a, estime un patron du bâtiment à qui le projet a été soumis. Par contre, recruter et former les gars, ça n'est pas possible en 3 semaines ! Mais en un an ou deux, on peut monter en charge sans difficulté. S'il faut en même temps isoler tous les bâtiments publics et isoler tous les bâtiments privés qui changent de main, on peut créer au moins 100 ou 150.000 emplois.»

Une autre question va se poser si l'on rend obligatoire l'isolation de tous les logements : on a vu plus haut que la France manque déjà de logements. Si, en permanence, 200.000 ou 300.000 logements sont inhabitables pendant quelques semaines parce qu'ils sont en travaux, cela va encore accroître les tensions sur le marché du logement ! C'est un vrai problème... sauf si on met en œuvre en même temps les propositions développées plus haut : construire très massivement de nouveaux logements et ne pas laisser le marché dicter le niveau des loyers. Aux Pays-Bas ou en Allemagne, on voit grandeur nature qu'investir massivement dans le logement est une responsabilité collective (politique ou syndicale) et constitue en même temps un investissement rentable, un excellent moyen de créer des emplois et un bon moyen de distribuer du pouvoir d'achat⁶ ... Pourquoi ne pas s'inspirer très vite de ce qui marche aux Pays-Bas et en Allemagne ?

Mettre en œuvre le rapport de Nicholas Stern

Publié en octobre 2006, le rapport de Nicholas Stern sur l'économie du changement climatique soulignait en même temps la gravité du dérèglement climatique et la gravité de la crise énergétique vers laquelle nous allons si

nous ne sommes pas capables de diminuer très vite notre consommation d'énergie. Mais il apportait aussi un peu d'espoir en montrant qu'il n'était pas trop tard pour agir. Il démontrait de façon très claire que, dans chaque pays, pour lutter contre le dérèglement climatique comme pour baisser nos factures de pétrole ou de gaz, il fallait investir chaque année 1 % du PIB dans des travaux d'économies d'énergie : isoler nos maisons et nos appartements. Isoler nos usines et nos bureaux... A l'époque, tout le monde avait applaudi Stern. Mais cinq ans plus tard, force est de constater qu'on ne l'a pas écouté : investir 1 % du PIB chaque année dans les économies d'énergie ? Pour la France, cela signifierait mettre chaque année 20 milliards sur la table. Aujourd'hui, le gouvernement met 100 fois moins alors que, en avril 2008, Nicolas Stern affirmait avoir « gravement sous-estimé » l'ampleur des risques climatiques !

Pour éviter que le dérèglement climatique n'atteigne un point de non-retour, il faudrait faire plus que ce que proposait Stern en 2006 mais, hélas, on fait 100 fois moins.

Pourtant, répétons-le, nul ne peut douter de l'effet sur l'emploi qu'aurait une telle politique : dans toutes les régions, dans tous nos bassins d'emplois, il faudrait embaucher des gens et les former pour réaliser ces travaux. C'est un immense chantier qu'il faut programmer, organiser et financer sur un grand nombre d'années, mais qui peut contester son utilité ? En février 2011, une étude allemande montrait qu'une telle politique pourrait créer 6 millions d'emplois au niveau européen.

Une économie plus écologique pourrait créer 6 millions d'emplois

La Tribune 23 février 2011

Un objectif de réduction des gaz à effet de serre plus ambitieux de la part de l'Union européenne pourrait créer des emplois et doper la croissance et non la ralentir selon une étude allemande publiée lundi.

Passer d'un objectif de baisse de 20 % de réduction des gaz à effet de serre (par rapport aux émissions de 1990) à un objectif de 30 % d'ici à 2020 pourrait créer 6 millions d'emplois.

Une économie de 1000 euros par an et par ménage

« Selon la Commission Européenne, une telle politique d'économie d'énergie permettrait une économie de 1.000 euros par ménage et par an. [...] On sait faire. Ce qui manque maintenant, c'est la volonté politique » écrivait Hervé Kempf, dans un éditorial du Monde le 2 mars 2011.

Comme le souligne le Réseau Action Climat, «pour que cette mesure ne pèse pas sur le budget des ménages, il sera nécessaire de créer dans chaque région une société de tiers-investissement mêlant les capitaux publics des collectivités et les capitaux d'autres institutions, qui organisera et financera l'intégralité ou une partie des opérations de rénovation. Les économies d'énergie obtenues

⁶ Les seuls perdants seraient ceux qui aujourd'hui profitent de l'augmentation scandaleuse des loyers.

suite aux travaux constitueront la principale source du «loyer» qui rémunérera ce tiers-investisseur. Étant donné l'ampleur du chantier et la longue durée des contrats (amortis sur 20 ou 25 ans), ces structures nécessiteront des garanties publiques.»

Un financement européen

Nicholas Stern montre bien que, vu l'évolution prévisible du prix du pétrole et vu le coût des dégâts du dérèglement climatique, il est tout à fait rentable pour la collectivité d'investir massivement dans les économies d'énergie. Mais qui amorce la pompe ? Qui apporte les premiers financements ?

Si la Banque centrale européenne est fidèle aux Traités, elle doit veiller «à la stabilité des prix». Elle doit tout faire pour que diminue le prix de la dette publique, on l'a dit plus haut. Elle doit aussi agir contre l'autre facteur d'inflation : l'augmentation des prix de l'énergie.

Dans un contexte de chômage de masse, il n'y a, hélas, aucun risque d'inflation par les salaires (80 % des Allemands ont vu leur salaire réel diminuer depuis l'an 2000 !). L'inflation vient essentiellement de l'augmentation des prix du pétrole : en quelques années, le pétrole est passé de 25 à 100 dollars le baril.

Pour lutter contre la hausse des prix de l'énergie (mais aussi pour lutter contre le dérèglement climatique et créer massivement des emplois), la BCE doit mettre à disposition de la Banque Européenne d'Investissement à des taux proches de 0 % de quoi financer un vaste Plan Européen d'Economie d'Energie.

Si une telle politique permet en même temps de faire baisser les prix de l'énergie, de créer massivement des emplois, de sortir de notre dépendance au pétrole et de limiter notre production de gaz à effet de serre, on voit mal pourquoi la Banque Centrale ne donne pas tous les moyens à la Banque Européenne d'investissement pour financer un dispositif qui pourrait être géré, de façon décentralisée, dans chaque région d'Europe.

→ Développer les énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables représente, lui aussi, un gisement d'emploi considérable. La France a le premier massif forestier d'Europe mais la France est le pays qui utilise le plus d'électricité pour se chauffer : 80 % de l'électricité utilisée en Europe pour le chauffage est utilisée en France !

Répétons ce chiffre, tant il est scandaleux : 80 % de l'électricité utilisée dans toute l'Europe pour le chauffage des domiciles et des bureaux est utilisée en France ! Or, utiliser de l'électricité pour produire du chauffage est un non-sens total : le rendement énergétique est très mauvais et, en hiver, au moment où des millions de gens rentrent

chez eux et allument leur chauffage électrique (en même temps qu'ils allument la cuisinière et la télévision), il faut allumer toutes les centrales au gaz et au charbon pour fournir l'électricité nécessaire. Le bilan CO2 du chauffage électrique est catastrophique.

Comment expliquer que la France soit le seul pays d'Europe où l'on a tellement développé ce type de chauffage ? Pourquoi la France qui dispose du premier massif forestier d'Europe n'a-t-elle pas développé davantage la production de chauffage à partir de la biomasse ?

Voici quelques années, à Bruxelles, le Directeur Général de la Commission chargé des questions énergétiques, qui s'amusait d'être parfois considéré comme un indécrottable « nucléairocrate », s'étonnait du peu de moyens investis pour développer les énergies alternatives : «On a mis des milliards pour développer le nucléaire. Pourquoi ne pas donner autant de moyens aux énergies alternatives ?»

Parce qu'il a pris au sérieux ces questions d'énergie renouvelable, le Danemark est devenu le leader mondial de la construction d'éoliennes. Des milliers de salariés danois travaillent aujourd'hui pour mettre au point et fabriquer des éoliennes qui seront exportées aux quatre coins du globe.

De même, la puissance de panneaux photovoltaïques installés depuis dix ans en Allemagne atteint 16.000 MW. En France, on en a installé 925 MW seulement. Dix-sept fois moins ! Et début 2011, le gouvernement a décidé d'un moratoire en matière d'énergie solaire qui va couter des dizaines de milliers d'emplois.

350.000 emplois créés en Allemagne.

Le développement des énergies renouvelables a déjà permis de créer 350.000 emplois en Allemagne. Pourquoi, sur le solaire ou sur la biomasse, la France ne peut-elle pas investir autant que l'ont fait les Danois ou les Allemands ?